

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 213

[2004/200078]

**27 NOVEMBRE 2003. — Décret portant approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'éducation à l'environnement (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'éducation à l'environnement sortira ses pleins et entiers effets en ce qui concerne la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 novembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil*, 585 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 19 novembre 2003.

Discussion - Vote.

—  
**Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'éducation à l'environnement**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 38, 39, 127 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6 et 92bis, § 1<sup>er</sup>;

Considérant que la Communauté française et la Région wallonne ont développé des outils de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement ;

Considérant que la Communauté française et la Région wallonne, conscientes de la similitude des objectifs poursuivis, de part et d'autres, décident d'exercer en commun leurs compétences réciproques en vue de promouvoir et de développer l'éducation relative à l'environnement;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, H. HASQUIN, du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial, P. HAZETTE, du Ministre de l'Enfance, en charge de l'Enseignement fondamental, J.-M. NOLLET, et du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, F. DUPUIS;

Et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE, et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, M. FORET,

Ont convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** En vue de favoriser un exercice en commun des compétences respectives de la Communauté française et de la Région wallonne de promotion et de développement de l'éducation et de la sensibilisation relatives à l'environnement, le présent accord de coopération précise ci-après les règles de coopération établies en cette matière.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> DGRNE : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

2<sup>o</sup> AGERS : l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;

3<sup>o</sup> CRIE : les centres régionaux d'initiation à l'environnement créés en vertu du décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne;

4<sup>o</sup> CDPA : les centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, créés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996.

**Art. 3.** La coopération entre la Communauté française et la Région wallonne dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement poursuivra les objectifs suivants :

1. développer l'information des actions et campagnes environnementales entreprises par la Communauté française ou par la Région wallonne;
2. créer des outils pédagogiques de qualité dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement;
3. développer une meilleure intégration de l'éducation relative à l'environnement dans le cursus scolaire afin d'offrir aux élèves une éducation citoyenne responsable;
4. offrir une assistance structurée aux écoles qui inscrivent le développement durable dans leur projet d'établissement;
5. assurer un échange réciproque des savoirs et des expériences entre les acteurs de l'éducation relative à l'environnement dans un but d'amélioration des pratiques pédagogiques;
6. assurer une collaboration logistique dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement.

**Art. 4.** La coopération en matière d'éducation relative à l'environnement sera mise en œuvre au moyen d'un programme d'actions.

Les dispositions du programme d'actions sont approuvées par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne avant l'échéance du terme visé à l'alinéa 3, et figurent en annexe au présent accord.

Il fera l'objet d'adaptations ou de révisions ultérieures au plus tard quatre ans après leur adoption. Les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne se fonderont à cette fin sur les rapports d'activité du Comité d'accompagnement visé à l'article 5.

**Art. 5.** Les dispositions du programme d'actions, relatives aux CRIE peuvent être rendues applicables, sur décision des Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, aux autres centres régionaux créés en vertu d'un décret du Conseil régional wallon pour accueillir le public en vue de l'informer et de le sensibiliser aux problématiques environnementales et au développement durable.

**Art. 6.** La supervision et l'évaluation régulière de la présente coopération sera assurée par un Comité d'accompagnement qui sera composé de la manière suivante :

- 1° pour la Communauté française,
  - a) de trois représentants du Gouvernement de la Communauté française;
  - b) de l'administrateur général de l'AGERS chargé du pilotage pédagogique de l'inter-réseau;
  - c) du directeur général adjoint de l'AGERS, en charge des CDPA;
  - d) de quatre inspecteurs de l'enseignement de la Communauté française chargés de la coordination pédagogique et scientifique des CDPA;
  - e) de l'inspecteur des cours d'agronomie de l'Enseignement de la Communauté française.
- 2° Pour la Région wallonne,
  - a) de trois représentants du Gouvernement wallon;
  - b) du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
  - c) de trois représentants du service Sensibilisation et Communication de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
  - d) de trois représentants du Comité régional d'accompagnement des CRIE dont au moins un membre représentant les centres régionaux d'initiation à l'environnement créés par le décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999.

**Art. 7.** Le comité d'accompagnement visé à l'article 5 sera présidé alternativement pour une durée de deux ans prenant cours le jour de la première réunion du Comité, par l'Administrateur général de l'AGERS et par le directeur général de la DGRNE.

Le comité d'accompagnement établira un rapport d'activité annuel qu'il transmettra chaque année aux Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne.

**Art. 8.** Le présent accord de coopération est conclu pour une durée de quatre années, tacitement renouvelable à défaut d'opposition d'une des parties contractantes, notifiée à l'autre partie contractante avant l'échéance du terme.

Namur, le 3 juillet 2003, en six exemplaires originaux.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
H. HASQUIN

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Le Ministre de l'Enfance, en charge de l'Enseignement fondamental,  
J.-M. NOLLET,

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,  
F. DUPUIS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

#### Programme d'actions

##### 1. Coopération dans le domaine de l'information

La coopération dans le domaine de l'information est établie, au moyen du programme d'actions suivant :

1° une liste des adresses électroniques des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française sera établie par l'AGERS;

2° un réseau de personnes de contact au sein des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française sera créé par l'AGERS en vue notamment de relayer les initiatives proposées par la DGRNE dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement; les établissements scolaires du fondamental au supérieur pédagogique non universitaire ainsi que les services de l'Inspection scolaire de la Communauté française seront tenus informés par voie de circulaire de l'AGERS des initiatives précitées;

3° les liens utiles seront mis en place entre les banques de données et les sites internet établis par la DGRNE, l'AGERS, et l'Inspection scolaire de la Communauté française; la Communauté française et la Région wallonne prendront les mesures nécessaires à favoriser la participation des CDPA et des CRIE à la mise en place de tels liens;

4° la Communauté française et la Région wallonne prendront les mesures nécessaires à favoriser la participation des CDPA et des CRIE à un partage d'information sur les dossiers et les ressources pédagogiques qu'ils détiennent.

## **2. Coopération dans le domaine pédagogique**

Une coopération est établie en vue de créer des outils pédagogiques de qualité en matière d'éducation relative à l'environnement, au moyen du programme d'actions suivant :

1° l'AGERS, la DGRNE, et l'inspection scolaire de la Communauté française échangeront les références des opérateurs qui a leur connaissance sont spécialisés dans la conception de documents pédagogiques; la Communauté française et la Région wallonne prendront les mesures nécessaires à favoriser la participation des CDPA et des CRIE à cet échange d'information;

2° chaque année l'AGERS, la DGRNE et l'inspection scolaire de la Communauté française organiseront des réunions d'information et de coordination en vue d'établir une concertation sur les thèmes à développer prioritairement et sur les outils pédagogiques à utiliser; la Communauté française et la Région wallonne prendront les mesures nécessaires à favoriser la participation des CDPA et des CRIE à ces réunions d'information;

3° un inventaire des documents pédagogiques établis notamment par les CDPA et les centres régionaux, sera réalisé par l'AGERS et la DGRNE;

4° l'ensemble des documents et outils pédagogiques établis en application du 2° et 3° seront évalués régulièrement quant à leur adéquation avec les objectifs de l'enseignement de la Communauté française par un comité scientifique et pédagogique composé de manière paritaire par des inspecteurs chargés de la coordination scientifique et pédagogique des CDPA, désignés par l'AGERS, et des experts de la Région wallonne désignés par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

5° une brochure commune reprenant les activités et programmes de chacun des CDPA et des CRIE sera éditée par l'AGERS et la DGRNE; elle sera actualisée en fin de chaque année scolaire.

## **3. Coopération dans le domaine de l'intégration de l'éducation relative à l'environnement dans le cursus scolaire**

Une coopération est établie en vue de permettre une meilleure intégration des objectifs de l'éducation relative à l'environnement dans le cursus scolaire au moyen du programme d'actions suivant :

1° en vue d'actualiser le programme cadre en matière d'éducation relative à l'environnement pour l'enseignement secondaire en Communauté française, un groupe de travail sera créé par l'AGERS et la DGRNE;

2° une démarche similaire sera adoptée pour l'enseignement fondamental en Communauté française.

## **4. Coopération en vue d'offrir une aide structurée aux écoles qui inscrivent le développement durable dans leurs projets d'établissement**

Une coopération est établie en vue d'offrir une aide structurée aux écoles qui inscrivent le développement durable dans leurs projets d'établissement, notamment, au moyen du programme d'actions suivant :

1° la DGRNE et l'AGERS veilleront à sensibiliser les membres du personnel des CDPA et des CRIE quant à leur rôle de personnes ressources pouvant être appelées par les écoles au titre d'experts dans le cadre des projets d'établissement;

2° la DGRNE et l'AGERS, encourageront les CDPA et les CRIE à travailler en synergie en vue d'établir des propositions communes aux écoles de leur région dans le cadre de leur mission d'éducation relative à l'environnement;

3° la DGRNE et l'AGERS collaboreront à l'élaboration de programmes d'activités communs et complémentaires entre les CDPA et les CRIE qui le souhaitent, sur base d'objectifs pédagogiques clairs et définis avec une volonté commune de cohérence et de qualité; les écoles qui choisiront ces programmes d'activités bénéficieront d'un tarif préférentiel pour les animations des CRIE.

## **5. Coopération dans le domaine de l'échange des expériences et des savoirs**

Une coopération est établie en vue d'assurer des échanges réciproques d'expériences et de savoirs dans un objectif d'amélioration des pratiques pédagogiques au moyen du programme d'actions suivant :

1° la DGRNE, l'AGERS et l'Inspection scolaire de la Communauté française organiseront des journées de rencontres et d'échanges des expériences et des savoirs entre les animateurs des CDPA et des CRIE;

2° la DGRNE, l'AGERS et l'Inspection scolaire de la Communauté française participeront à l'information donnée à l'ensemble des animateurs des CDPA et des CRIE en début d'année civile et à l'ouverture des formations.

## **6. Coopération logistique**

Une coopération est établie en vue d'assurer une collaboration logistique au moyen du programme d'actions suivant :

1° la Communauté française et la Région wallonne prendront les mesures nécessaires à favoriser la mise à disposition par les CDPA et les CRIE de leurs locaux, de manière réciproque, selon les modalités financières qui seront déterminées par les CDPA et les CRIE;

2° l'AGERS recherchera des collaborations avec les infrastructures de la Communauté française en vue de permettre l'hébergement de groupes accueillis dans les centres régionaux;

3° lorsqu'une autorisation de la DGRNE est requise pour l'organisation d'activités dans des sites naturels, la division de la Nature et des Forêts de la DGRNE veillera à autoriser annuellement les CDPA et les CRIE qui en font la demande à pouvoir y organiser leurs activités.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 213

[2004/200078]

**27 NOVEMBER 2003. — Decreet houdende goedkeuring van de Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de milieuopleiding (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** De Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de milieuopleiding zal, wat het Waalse Gewest betreft, volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 november 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 585 (2003-2004), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 19 november 2003.

Bespreking - Stemming.

**Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap  
en het Waalse Gewest inzake de milieuopleiding**

Gelet op de artikelen 1, 38, 39, 127 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6 en 92bis, § 1;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest middelen hebben ontwikkeld voor de bewustmaking en de opleiding inzake leefmilieu;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, bewust dat zij elk afzonderlijk gelijkwaardige doelstellingen nastreven, besloten hebben hun wederzijdse bevoegdheden gezamenlijk uit te oefenen ten einde de milieuopleiding te bevorderen en te ontwikkelen;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, H. HASQUIN, van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs, P. HAZETTE, van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, J.-M. NOLLET, en van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, F. DUPUIS,

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE, en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu, M. FORET,

Zijn overeen gekomen wat volgt :

**Artikel 1.** Om aan te zetten tot een gemeenschappelijke uitoefening van de respectieve bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de bevordering en de ontwikkeling van de milieuopleiding en -sensibilisering, wijst deze samenwerkingsovereenkomst hierna op de samenwerkingsregels die terzake vastgelegd zijn.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° DGRNE : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° AGERS : de Algemene Administratie Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° CRIE : de gewestelijke centra voor milieu-initiatie opgericht krachtens het decreet van de Waalse gewestraad van 6 mei 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest;

4° CDPA : de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, opgericht krachtens het besluit van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996.

**Art. 3.** De samenwerking tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de milieuopleiding streeft de volgende doelstellingen na :

1. de ontwikkeling van informatie over de milieuacties en -campagnes gevoerd door de Franse Gemeenschap of het Waalse Gewest;
2. de totstandbrenging van pedagogische kwaliteitsinstrumenten op het vlak van milieuopleiding;
3. de ontwikkeling van een betere integratie van de milieuopleiding in de schoolcursus om de leerlingen een verantwoordelijke burgerlijke opleiding te geven;
4. een gestructureerde hulpverlening aan de scholen die de duurzame ontwikkeling in het project van hun inrichting opnemen;
5. de waarborg van een uitwisseling van kennis en ervaringen onder de acteurs van de milieuopleiding met het oog op de verbetering van de pedagogische praktijken;
6. de waarborg van een logistieke samenwerking inzake de milieuopleiding.

**Art. 4.** De samenwerking inzake de milieuopleiding wordt doorgevoerd d.m.v. een actieprogramma.

De voorschriften van het actieprogramma worden door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest goedgekeurd vóór de verstrijksdatum bedoeld in het derde lid en liggen vast in de bijlage bij deze samenwerkingsovereenkomst.

Ze zullen het voorwerp uitmaken van bijsturingen en herzieningen, uiterlijk vier jaar na de aanneming ervan. Daartoe zullen de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest uitgaan van de activiteitenrapporten van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 5.

**Art. 5.** De voorschriften van het actieprogramma betreffende de CRIE kunnen krachtens een besluit van de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest toepasselijk gemaakt worden op de andere gewestelijke centra die krachtens een decreet van de Waalse Gewestraad opgericht worden om het publiek te informeren en te sensibiliseren inzake de vraagstukken betreffende het leefmilieu en de duurzame ontwikkeling.

**Art. 6.** De supervisie en de regelmatige evaluatie van deze samenwerking wordt verzekerd door een begeleidingscomité dat samengesteld is als volgt :

1° voor de Franse Gemeenschap :

- a) drie vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- b) de algemeen bestuurder van de AGERS, belast met de pedagogische sturing van het internetwerk;
- c) de adjunct-directeur-generaal van de AGERS, belast met de CDPA;
- d) 4 inspecteurs van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, belast met de pedagogische en wetenschappelijke coördinatie van de CDPA;
- e) de inspecteur van de cursussen agronomie van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2° voor het Waalse Gewest :

- a) drie vertegenwoordigers van de Waalse Regering;
- b) de directeur-generaal van het directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- c) drie vertegenwoordigers van de dienst Sensibilisatie en Communicatie van het directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- d) drie vertegenwoordigers van het gewestelijk begeleidingscomité van de CRIE, van wie minstens één lid vertegenwoordiger is van de gewestelijke centra voor milieu-initiatie opgericht krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest

**Art. 7.** Het begeleidingscomité bedoeld in artikel 5 wordt beurtelings door de algemeen bestuurder van de AGERS en de directeur-generaal van het DGRNE voorgezeten voor een periode van twee jaar, die ingaat op de datum van de eerste vergadering van het comité.

Het begeleidingscomité stelt een jaarlijks activiteitenrapport op dat het elk jaar aan de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest voorlegt.

**Art. 8.** Deze samenwerkingsovereenkomst wordt gesloten voor vier jaar. Ze is stilzwijgend hernieuwbaar bij gebrek aan verzet van één van de ondertekenende partijen dat vóór de verstrijksdatum aan de andere ondertekenende partij betekend wordt.

Namen, 3 juli 2003, in zes originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

H. HASQUIN

De Minister van Secundair Onderwijs en Bijzonder Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,

J.-M. NOLLET

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

F. DUPUIS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Actieprogramma

### 1. Samenwerking op het vlak van informatie

De samenwerking op het vlak van informatie wordt tot stand gebracht d.m.v. het volgende actieprogramma :

1° een lijst van de elektronische adressen van de scholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap zal door de AGERS opgesteld worden;

2° een netwerk van contactpersonen binnen de scholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap zal door de AGERS tot stand gebracht worden om o.a. de door het DGRNE voorgestelde initiatieven inzake milieuopleiding te relayeren; bovenbedoelde initiatieven zullen per omzendbrief van de AGERS meegedeeld worden aan de schoolinrichtingen, van het basisonderwijs tot het niet-universitair pedagogisch hoger onderwijs, alsmede aan de schoolinspectiediensten van de Franse Gemeenschap;

3° nuttige links zullen aangelegd worden tussen de databanken en de websites opgericht door het DGRNE, de AGERS en de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap; de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de nodige maatregelen treffen om de medewerking van de CDPA en de CRIE aan de aanleg van dergelijke links te bevorderen;

4° de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de nodige maatregelen treffen om de medewerking van de CDPA en de CRIE aan de verdeling van informatie over de dossiers en de pedagogische hulpmiddelen waarover ze beschikken, te bevorderen.

## **2. Samenwerking op pedagogisch vlak**

Ten einde pedagogische kwaliteitsinstrumenten inzake milieuopleiding te creëren, wordt een samenwerking tot stand gebracht d.m.v. van het volgende actieprogramma :

1° de AGERS, het DGRNE en de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap zullen de referenties van de operatoren uitwisselen die volgens hen gespecialiseerd zijn in het ontwerpen van pedagogische documenten; de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de nodige maatregelen treffen om de deelneming van de CDPA en de CRIE aan die informatie-uitwisseling te bevorderen;

2° de AGERS, het DGRNE en de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap zullen jaarlijks informatie- en coördinatievergaderingen organiseren om overleg te kunnen plegen over de prioritair te ontwikkelen thema's en de aan te wenden pedagogische instrumenten; de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de nodige maatregelen treffen om de deelneming van de CDPA en de CRIE aan die informatievergaderingen te bevorderen;

3° de AGERS en het DGRNE zullen een inventaris maken van de pedagogische documenten die o.a. door de CDPA en de gewestelijke centra opgesteld worden;

4° een wetenschappelijk en pedagogisch comité, dat paritair samengesteld is uit inspecteurs belast door de AGERS met de wetenschappelijke en pedagogische coördinatie van de CDPA en uit deskundigen van het Waalse Gewest aangewezen door het directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, zal regelmatig nagaan of het geheel van de overeenkomstig 2° en 3° tot stand gebrachte pedagogische documenten en instrumenten stroken met de doelstellingen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

5° een gemeenschappelijke brochure met de activiteiten en programma's van elk van de CDPA en CRIE zal door de AGERS en het DGRNE uitgegeven worden; ze zal bijgewerkt worden aan het einde van elk schooljaar.

## **3. Samenwerking op het vlak van de integratie van de milieuopleiding in de schoolcursus**

Er wordt een samenwerking tot stand gebracht opdat de doelstellingen inzake milieuopleiding vlotter in de schoolcursus geïntegreerd kunnen worden d.m.v. het volgende actieprogramma :

1° de AGERS en het DGRNE zullen een werkgroep oprichten om het kaderprogramma inzake milieuopleiding voor het middelbaar onderwijs in de Franse Gemeenschap bij te werken;

2° dezelfde maatregelen zullen genomen worden voor het basisonderwijs in de Franse Gemeenschap.

## **4. Samenwerking om een gestructureerde hulp te verlenen aan de scholen die de duurzame ontwikkeling in de projecten van hun inrichting opnemen**

Om een gestructureerde hulp te verlenen aan de scholen die de duurzame ontwikkeling in de projecten van hun inrichting opnemen wordt een samenwerking tot stand gebracht meer bepaald d.m.v. het volgende actieprogramma :

1° het DGRNE en de AGERS zullen de personeelsleden van de CDPA en de CRIE sensibiliseren i.v.m. hun rol van menselijke hulpbronnen die door de scholen als deskundigen gevraagd kunnen worden in het kader van de projecten van inrichtingen;

2° het DGRNE en de AGERS zullen de CDPA en de CRIE aanmoedigen tot samenwerking in het kader van hun opdracht van milieuopleiding en zodoende voorstellen te formuleren die gemeen zijn aan de scholen van hun streek;

3° het DGRNE en de AGERS zullen meewerken aan het opstellen van gemeenschappelijke en aanvullende activiteitenprogramma's tussen de CDPA en de CRIE die het wensen, op basis van duidelijke pedagogische doelstellingen vastgelegd met een gemeenschappelijke wil tot samenhang en kwaliteit; de scholen die voor die activiteitenprogramma's kiezen, zullen in aanmerking komen voor een voorkeurstarief wat de animaties van de CRIE betreft.

## **5. Samenwerking op het vlak van de uitwisseling van ervaringen en kennis**

Er wordt een samenwerking tot stand gebracht met het oog op wederzijdse uitwisselingen van ervaringen en kennis ten einde pedagogische praktijken te verbeteren d.m.v. van het volgende actieprogramma :

1° het DGRNE, de AGERS en de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap zullen ontmoetingsdagen en uitwisselingen van ervaringen en kennis organiseren tussen de animatoren van de CDPA en de CRIE;

2° het DGRNE, de AGERS en de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap zullen meedoen aan informatieverstrekking aan de gezamenlijke animatoren van de CDPA en de CRIE bij het begin van het kalenderjaar en bij de openingen van de opleidingen.

## **6. Logistieke samenwerking**

Er wordt een samenwerking tot stand gebracht om te zorgen voor een logistieke samenwerking d.m.v. van het volgende actieprogramma :

1° de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de nodige maatregelen treffen opdat de CDPA en de CRIE hun lokalen wederzijds ter beschikking zouden stellen volgens de financiële modaliteiten die de CDPA en de CRIE bepalen;

2° de AGERS zal zoeken naar samenwerkingsverbanden met de infrastructuren van de Franse Gemeenschap opdat de onthaalde groepen in de gewestelijke centra gehuisvest zouden kunnen worden;

3° als een toelating van het DGRNE vereist wordt voor de organisatie van activiteiten in de natuurlijke sites, zal de afdeling Natuur en Bossen van het DGRNE ervoor zorgen dat de CDPA en de CRIE die erom verzoeken, er jaarlijks hun activiteiten mogen organiseren.